

Est-il vraiment « temps d'abolir la famille » ?

L'épidémie du coronavirus nous a tous saisis en pleine insouciance. Alors que nous en étions à voter des lois comme si nous étions maîtres absolus de la vie et de la mort, un petit virus surgi de nulle part nous enferme tous dans nos maisons, fait trembler les gouvernements et s'écrouler nos économies. Magistrale leçon qui nous renvoie une plus juste image de la condition humaine : fragile, mortelle, dans un état de dépendance les uns des autres et soumis à des lois de la nature qui nous échappent.



Et la Famille, dans tout ça ?

Ceux qui la croiraient obsolète et désuète sont bien obligés de reconnaître qu'elle se trouve au contraire au cœur de l'actualité. Au point que certains veulent plus que jamais l'abolir.

Sans idéaliser la famille, surtout aujourd'hui où elle est si malmenée, c'est quand même sur elle qu'a reposé en premier lieu la cohésion du confinement. Où se sont réfugiés tant de

jeunes subitement privés de leur travail ? Dans leur famille. Qui a assuré, bon an mal an, la continuité des apprentissages scolaires ? Les parents. Qui a déployé des trésors d'imagination et de tendresse pour entourer de vieux parents ou autres personnes isolées, sinon leurs enfants ? Même

en creux, la famille est apparue comme ce qui manque le plus : à ces gens enfermés dans un confinement solitaire car ils n'ont personne, ces prisonniers dans des EHPAD qui, animées des meilleures intentions sans doute, ne laissaient surtout

pas approcher les proches, ou pire encore, ces mourants qui souffraient dans les hôpitaux et partaient sans un adieu, sans un regard de leurs aimés, plongeant ceux-ci dans un deuil impossible.

Comme l'a dit Luc Ferry : « on vit l'inverse de Mai 68. Décrite à l'époque comme un lieu d'oppression et d'aliénation suprême, la famille se trouve aujourd'hui réhabilitée à la faveur des événements ».¹

¹ Valeurs actuelles 26 mars 2020

Ces longues semaines d'oisiveté forcée ont permis à des familles de prendre le temps de vivre ensemble, les uns pour les autres. Des parents ont eu l'occasion de s'intéresser au travail de leurs enfants, de jouer ou parler avec eux. Des couples qui ne faisaient que se croiser ont eu du temps pour eux.

Du temps pour reconstruire, mais du temps aussi pour détruire car le confinement a également été l'heure de vérité : épanouissement des relations pour les uns, maltraitance d'enfants ou violences conjugales pour d'autres heureusement beaucoup moins nombreux, et pas seulement de la part des hommes, comme on voudrait nous le faire croire. La vie de famille n'est pas un long fleuve tranquille et c'est justement pour cela qu'elle a besoin d'institutions solides qui la soutiennent, préviennent ses défaillances et compensent ses imperfections inhérentes à la condition humaine. C'est tout l'enjeu d'une vraie politique familiale, fidèle au principe de réalité, à la nature humaine et au destin de l'homme, telle que nous l'avons décrite dans notre [*Livre Blanc pour une Nouvelle Politique Familiale*](#).

D'ailleurs tout n'est pas si sombre car les associations de protection de l'enfance ont pu observer, à côté de cas malheureusement avérés de maltraitance, d'autres familles dont les parents ont au contraire, à l'occasion du confinement, semblé redécouvrir et réinvestir leur fonction parentale. Dans cette vie de famille retrouvée certains parents, jusque-là dépassés par la tâche, ont retrouvé le temps, la joie et la force d'être pleinement parents. Cette période de confinement a d'ailleurs été le révélateur de cette question fondamentale de l'autorité. Combien de parents, habitués à se reposer entièrement sur l'école, ont été confrontés à la rude tâche d'imposer un horaire, une discipline, des travaux, des méthodes, et surtout, de s'imposer eux-mêmes comme les détenteurs naturels de l'autorité qui, seule, permet de grandir.

A cet égard, il est un piège qui risque de se refermer sur ceux qui n'y prendraient pas

garde : l'enseignement numérique, censé pallier l'absence de professeurs, a pu rendre mille services en fournissant les cours à ceux dont les familles ne pouvaient – en tout ou partie – assurer la continuité de la scolarité. De tous côtés on a cherché à multiplier les écrans dans les familles, comme si le tout numérique suffisait à éviter l'échec scolaire. Il faut raison garder : que les professeurs envoient par internet aux parents les leçons et devoirs de la semaine ou du jour à imprimer est une excellente chose. Mais que les écoliers ou jeunes collégiens soient censés avoir chacun sa tablette n'est pas sans danger.

Le confinement passera mais les écrans resteront et une multiplicité d'écrans dans les familles, notamment à la disposition de jeunes enfants, c'est la vie de famille en danger et souvent l'échec programmé des jeunes.

« Nous méritons mieux que la famille »

Nous écrivions plus haut que c'est justement lorsque l'institution familiale apparaît comme le roc qui permettra au pays de se redresser, que ses ennemis s'acharnent plus que jamais sur elle.

Au moment où les familles confinées souffrent tant de se voir séparées de leurs proches, où trop de gens meurent seuls, sans le réconfort des leurs, où l'absence de funérailles empêche les familles de faire leur deuil, on ose nous dire que **« nous méritons mieux que la famille et [que] le temps du coronavirus est une excellente occasion pour l'abolir. »** C'est écrit en toutes lettres dans l'article publié par Sophie Lewis, sur le site anglophone de l'Open Democracy, l'une des officines mondialistes financées par Georges Soros, la Fondation Ford et quelques autres. Cet article qui s'appuie sur les vieilles lunes rousseauistes de l'individualisme et de la haine de la propriété entend démontrer que l'homme est en danger plus que jamais dans la famille. Il dénonce la *« mythification de l'idée de couple, la représentation romantique de la parenté et l'aseptisation de l'espace fondamentalement dangereux »*

qu'est la propriété privée ».

Pour l'auteur, « *les foyers sont les cocottes minutes du capitalisme* », « *lieux de violence, de perversion et d'asservissement* » (généré naturellement) et « *la pandémie n'est pas le moment d'oublier l'abolition de la famille* » mais bien au contraire l'occasion idéale pour « *affranchir, soutenir et redonner le pouvoir aux survivants et aux rescapés du foyer nucléaire.* » Car, même lorsqu'il n'y a pas violence, « *la famille privée en tant que mode de reproduction sociale est toujours franchement nulle.* » L'Open Democracy, filiale de l'Open Society, préfère-t-elle la famille collectiviste de l'ancienne URSS où trois ou quatre familles se partageaient la même cuisine et les mêmes sanitaires ? Toujours est-il qu'elle raille le foyer familial de nature privée comme des « *milliards de petites boîtes, chacune équipée –de manière absurde- de sa propre cuisine, de sa micro-crèche et de sa buanderie* ». Cette « *famille privée qui nous fait croire que nous sommes des individus* ». Elle prône dans un [article annexe](#) le « *polymaternalisme* », la « *profusion alter-familiale* », les « *maternités multigenre plurielles* ».

On pourrait croire à des élucubrations sans importance si l'on ne savait l'efficacité du réseau d'influence de certaines ONG comme justement ici celle de Georges Soros, l'Open Society et ses filiales. Celles-ci ont pour but d'imposer une société libertaire, sans frontières, sans enracinement et libre de tout attachement. La preuve a été récemment faite, de façon magistrale et irréfutable, par Gregor Puppink, directeur de l'ECLJ

(European Center For Law and Justice) et Delphine Loiseau. ²

Il ne faut donc pas s'étonner de lire sur les réseaux de Soros et affidés un appel à en finir avec la famille traditionnelle : l'article de Sophie Lewis commençait par ce titre évocateur : « **La crise du coronavirus montre qu'il est temps d'abolir la famille** ». Il se termine par ces mots programmatiques : « **Nous ne savons pas encore si nous serons en mesure d'arracher quelque chose de mieux que le capitalisme des décombres de cette épidémie et de la prochaine dépression. Je ne ferai qu'affirmer avec certitude qu'en 2020, la dialectique des familles contre la famille, des vrais foyers contre le foyer, va s'intensifier.** ³ »

Un plan largement en marche dans notre pays

Message entendu 5/5 par ceux qui nous gouvernent. Des gens meurent par milliers faute de masques, de gel, de tubes respiratoires, de chloroquine, de lits d'hôpital, en somme, de tout ce qu'il faut pour soigner et sauver des vies... Mais le gouvernement se dit aujourd'hui « préoccupé » d'une éventuelle diminution du nombre d'avortements. Parce que « *nos droits fondamentaux (seraient) menacés* », à l'instigation de la sénatrice et ancien ministre Laurence Rossignol et soutenu notamment par son prédécesseur Marisol Touraine, le ministre de la santé Olivier Véran profite de cette situation sanitaire dramatique pour élargir encore le droit à l'avortement par

² Leur [rapport, Les ONG et les juges de la CEDH 2009-2019](#), démontre que l'Open Society et ses antennes comme l'Open Society Justice Initiative ont largement investi les juridictions internationales comme la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme) en y faisant adroitement nommer des juges-liges. Ceci met en cause l'indépendance de la Cour et l'impartialité des juges. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que les décisions de cette Cour – qui se fait gentiment appeler « la conscience de l'Europe » - soient presque systématiquement en faveur d'une déconstruction de nos lois les plus naturelles. En raison de nos aveuglements successifs, ces décisions s'imposent hélas à nos instances judiciaires nationales, notamment en matière de bioéthique, confirmant la mainmise de ce réseau idéologique alimenté par de puissants réseaux financiers.

³ Sophie Lewis renvoie par un lien à un forum de discussion dans lequel elle expose quelques idées sur la façon d'abolir la famille : impôt sur les successions à 100%, refus de prendre en charge les vieux parents, normalisation de la parentalité « multigender », inscription obligatoire d'au minimum une douzaine de parents sur tout registre de naissance ou en tous cas, refus des registres aux termes desquels des parents s'approprieraient un enfant, gestation pour autrui généralisée et considérée comme un travail comme un autre, etc.

un simple décret repoussant de quelques semaines le délai légal de l'avortement médicamenteux à domicile. Au détriment des vrais enjeux de santé publique et en particulier de la santé de la femme enceinte.

Ceux-là mêmes qui ont démolit ces dernières années notre système de santé en renonçant aux stocks de masques, en fermant des centaines de lits d'hôpital, en sous-payant les médecins des hôpitaux et les infirmières, et en renonçant par le numérisation à former des médecins, ceux-là mêmes signent l'arrêt de mort de nouveaux innocents.

Notre système de Santé est en faillite financière avérée et l'on voudrait rajouter aux 300 Millions d'euros annuels pour les PMA pour cause médicale, les PMA réclamées par des « couples » de femmes qui privent délibérément un enfant d'avoir un père pour satisfaire leur désir personnel ! Il est vrai que notre Président affirmait à la présidente des AFC : « *votre problème, c'est que vous croyez qu'un père est forcément un mâle. Tous les psychanalystes vous diront le contraire.* »

C'est ainsi que le plan de Soros se met tranquillement en marche.

Ce que nos démarches auprès de la commission Nationale d'Ethique, ou des parlementaires, pas plus que les nombreuses manifestations n'ont réussi à obtenir, la pandémie l'accordera peut-être....si nous nous en occupons.

Les réformes (sauf initiative sournoise sous couvert d'urgence COVID-19) étant suspendues, profitons du répit qui nous est accordé pour accroître la pression contre le projet de loi de bioéthique.

C'est un devoir aujourd'hui de le faire comprendre à ceux que nous avons élus : les Français ne doivent plus accepter que le budget Santé soit détourné des soins vitaux pour servir les désirs individuels de minorités.

Le budget des hôpitaux⁴ a été augmenté en 2019. Il est passé de 80 milliards d'euros à 82 milliards d'euros pour pouvoir faire face aux besoins médicaux.

Mais il ne suffit pas d'augmenter le budget, encore faut-il l'utiliser judicieusement. Bien des familles endeuillées viennent d'en faire les frais.

Et le monde d'après ?

« Lorsque nous sortirons de cette crise, nous aurons un choix, nous pouvons retourner dans le monde tel qu'il était auparavant ou traiter de manière décisive les problèmes qui nous rendent tous inutilement vulnérables aux crises ».

Antonio Guterres,
secrétaire général de l'ONU

« Après ne sera plus comme avant » proclament les prophètes. La question pendante est de savoir si ce sera mieux ou pire. Que subsistera-t-il du désastre économique qui suivra la suspension de toute activité pendant des mois. Les faillites et licenciements ne feront qu'accélérer la paupérisation des familles.

Que l'on se rassure, diront les uns, l'Etat prendra tout en charge (comme il a pris soin de notre santé ? avec les masques, les gels, les tests, des hôpitaux prêts à accueillir tout le monde... ?) Et d'ailleurs, un petit virus de temps en temps, c'est bon pour la planète qui respire enfin.

⁴ Chez nos voisins allemands, à budget comparable (11,25 contre 11,3% du PIB) et nombre d'habitants similaire, il y a 5 fois moins de morts du COVID-19 ; les salariés de la santé sont payés au moins 20% de plus ; on y compte sensiblement plus de lits d'hôpitaux et de médecins par habitant qu'en France ; (chiffres du Figaro du 9 avril) Pourquoi ? Chez nous, plus d'1/3 du personnel hospitalier est affecté à des tâches administratives et non à soigner. Contre moins d'1/4 en Allemagne.

Contrairement à nos voisins qui combinent parfaitement le public et le privé, ici ce n'est que sous la pression médiatique que les A.R.S. ont consenti de façon inégale et avec réticence à laisser le secteur privé accueillir les malades du COVID-19.

D'autres au contraire verront se profiler derrière les états ruinés et impuissants l'ombre de Big Brother qui rêve à haute voix de revenu universel, de marquage des populations, comme du bétail, grâce aux puces et aux banques de données numérisées, de mainmise sur les réseaux sociaux, de redistribution générale des richesses sur des critères discutables au moyen de subventions qui feront tomber chacun et chaque Etat dans la dépendance des « experts » mondiaux.

Alors qu'on nous impose ad nauseam « gestes barrières » et autres contraintes ou quasi-obligations, il s'agit de profiter de l'occasion pour faire tomber tous les liens, attachements, et corps intermédiaires que représentent entre autre la famille et les nations.

Le mécanisme est déjà en place, à croire que tout était prévu d'avance.

Et si, au contraire, ce fléau était l'occasion de reconstituer les solidarités naturelles ? Non pas des promesses publiques qui n'engagent que ceux qui les écoutent mais les éléments pratiques et psychologiques d'une vraie politique familiale, la famille apparaissant à tous, y compris à ceux qui pleurent de ne pas en avoir ou qu'elle soit réduite à un seul parent, comme premier lieu de solidarité naturelle, meilleur refuge et meilleure base de lancement pour la vie. On pouvait lire sur Mediapart.fr, le 2 mai, le sociologue Serge Guérin évoquer « cette notion d'éthique, de sollicitude, d'être attentif aux autres qui se manifeste pendant cette période de confinement. C'est le retour du sentiment d'interdépendance qui va progressivement devenir un élément central d'une politique publique et collective qui naîtra après coup ».

Si elle n'en a pas -et heureusement- l'exclusivité, la famille est justement

l'archétype de l'heureuse interdépendance et complémentarité féconde. Le même article de Mediapart affichant son scepticisme vis-à-vis du « fait religieux » qui « peine à jouer son rôle », il me semble opportun de relever le gant en renvoyant au prône du Père abbé du Monastère du Barroux, Dom Louis-Marie, en la fête de Saint-Joseph artisan⁵. Il y montre par une excellente formule l'admirable complémentarité dans l'interdépendance de la communauté familiale : **« La Sainte Famille ne se définit pas par l'indépendance des individus mais par une alliance des personnes. Chacune a sa meilleure place. »**

Que nous reste-t-il à faire ?

Désespérance dans la confusion généralisée sur les ruines de la pandémie ? Soumission par la peur à un emprisonnement volontaire dans un système de plus en plus globalisant et donc totalitaire ?

Non. Nous croyons que la famille est non seulement le meilleur refuge mais aussi le plus sûr « starting block » sur lequel reconstruire des liens sociaux et une économie dynamique au service de tous. **Nous croyons que l'être humain s'épanouit à travers des cercles concentriques d'attachements, d'appartenances successifs et indispensables : le noyau familial, qui préfigure les appartenances à une commune, une entreprise, une nation, une culture, une civilisation, en somme, des communautés de destin qui fondent les solidarités.**

Laissons le mot de la fin au philosophe Rémi Brague : « Le propre de la famille est qu'elle est un lieu où les personnes sont aimées pour elles-mêmes, indépendamment de leurs réalisations. Partout ailleurs, nous recevons avantages matériels et honneurs en fonction de ce que nous produisons ou des services que nous rendons. Il serait injuste

⁵ Cf. le texte intégral sur le site familleliberte.org

⁶ Génétique.org du 15 avril

de procéder autrement. Mais la famille est un espace de gratuité, où l'on va au-delà de la justice. Elle est le lieu où l'on apprend à connaître et à apprécier ce qui ne sert à rien, mais qui, tout bêtement, est vrai, est beau, est intéressant, est digne qu'on s'en occupe, qu'on le préserve comme un précieux trésor à léguer à nos descendants. C'est-à-dire les éléments fondamentaux de la civilisation.⁶

C'est pourquoi Famille et Liberté proclame avec vous, chers amis, que la société ne se relèvera pas sans ou contre l'institution familiale, mais avec elle et grâce à elle.

Lorsque vous parviendra cette lettre, sans doute la fin du confinement sera-t-elle proche, voire passée. Rien ne sera sans doute comme avant mais il tient à chacun de nous que ce soit mieux...ou pire. Ne laissons pas

Soros et sa CEDH, Sophie Lewis et ses blogs féministes, l'ONU et ses « droits sexuels et reproductifs », l'OMS et ses puces, vaccins et fichages divers, dicter à nos gouvernants des capitulations étatistes, destructrices de la famille et promoteurs d'une culture de mort.

Un nombre grandissant de députés, même issus de la majorité, commence à s'interroger. Aidez-nous, comme vous l'avez déjà fait courageusement et fidèlement –soyez-en une fois de plus remerciés - à déjouer les pièges de la peur, du conformisme et de l'individualisme pour restaurer la Famille, seule garante de notre liberté de plus en plus menacée.

Claire de Gatellier

**Aidez-nous, par votre don le plus généreux possible,
à amplifier, dans l'opinion, la force de la voix des défenseurs de la famille,
le meilleur écosystème d'une civilisation humaine.**

D'avance un grand merci pour votre générosité.

Retrouvez cet article, ainsi que d'autres, sur notre Site Internet :

www.familleliberte.org

Suivez nous sur

<https://twitter.com/FamilleLiberte>

